



SYNTHESE :

Bangui, entre actions humanitaires, reconstruction et projets de développement en contexte urbain

LE CONTEXTE

La réponse humanitaire intervient suite à une crise.

A Bangui, la crise a pris une forme intra-urbaine qui n'était pas sa dimension initiale, puisqu'elle est arrivée de régions rurales, avant de rejoindre la capitale et le pouvoir national. La compréhension des différentes raisons propres au contexte de Bangui et ayant dirigées le processus de crise dans la capitale est ainsi primordiale pour une réponse pérenne.

La crise urbaine a :

- provoqué des déplacements de population, avec la création spontanée de lieux de rassemblements, dont le camp de M'Poko dans l'aéroport, camp de très grande ampleur et avec un impact important sur la sécurité du trafic aérien ;
- conduit à la destruction d'habitat, voire la destruction systématique de larges secteurs ;
- induit la création d'un ghetto, le PK5, lors de répliques du cycle de violences.

Ces mouvements et positionnements des citoyens ont atteint de plein fouet l'essence même de ce qui *fait ville* et la reconfiguration en cours questionne le devenir comme la stratégie de développement de la capitale centrafricaine.

L'ANALYSE : DESTRUCTION DE L'HABITAT, DEPLACEMENTS URBAINS ET INSECURITE

En adéquation avec une aide d'urgence, la réponse humanitaire s'est structurée autour de la réponse aux besoins essentiels de personnes impactées et vulnérables. Mais plus de deux années après l'éclatement de la crise à Bangui, puis plusieurs résurgences de violence, les enjeux ont évolué et l'objectif est aujourd'hui le relèvement et la fermeture des camps.

L'objectif partagé est donc de **sortir de la crise urbaine de la manière pérenne**, objet aujourd'hui distinct de la fin de la crise centrafricaine.

Si plusieurs arrondissements ont été impactés, le centre des activités commerciales et ses secteurs d'influence ont été le centre de la crise urbaine. Le quartier commercial au tissu urbain très structuré, de part et d'autre de l'avenue Barthélémy, près de la grande mosquée (cf plan ci-après), est devenu un ghetto avec une composante confessionnelle forte, qui se ré-ouvre doucement. Et plusieurs secteurs de ses marges (territoires sous influences) ont été complètement détruits, presque totalement rasés (cf images google earth ci-après).

L'espace public se caractérise par sa légitimité d'accès partagée : chacun est légitime à parcourir ou prendre place dans l'espace public, quel qu'il soit et tant qu'il respecte les règles collectives. Deux modes de dé-ligimination existent :

- le refus de cette légitimité de la part des occupants d'un lieu ➔ à Bangui le Ghetto
- le sentiment de non-légitimité (généralement sous la forme d'insécurité) ressenti par une personne extérieure comme résidente ➔ à Bangui, les quartiers détruits

Or, l'échange est consubstantiel à la ville, elle est par définition diverse est cosmopolite. Toute dynamique de ségrégation va à l'encontre des dynamiques urbaines dès lors qu'elle atteint l'espace public. Ce qui est particulièrement marquant pour la crise actuelle de Bangui est que les secteurs systématiquement détruits sont tous situés *aux marges* du quartier du PK5 et présentaient tous un modèle d'organisation spontané avec un accès automobile difficile.

Le PK5 et ses secteurs d'influence (source Google Earth / Google map)



8 décembre 2013



22 mars 2016



Le réseau de desserte est :

- inexistant à Sara Yakité, avec l'émergence d'espace de non-droits en bordure du canal. Tous les témoignages décrivent la "profondeur" du quartier (i.e. l'éloignement de l'avenue de France) comme un critère d'insécurité exponentiel ;
- Réduit et non organisé à Kokoro, avec ses secteurs d'habitat développés le long du drain (secteurs inondables) ;
- Incomplet à Boulata, où la destruction d'un petit pont transformait le secteur en un ensemble d'impasses, coincé au Sud de l'aéroport (et voisinant avec Kokoro) ;
- Inexistant dans toute la partie Nord à Fondo, alors que la partie Sud était desservie de voies bloquées par l'aéroport ;
- Même à Issongu, où le raccord de différents tissus urbains avait laissé un îlot non desservi, celui-ci a été détruit.

En ville, ces facteurs de sous-intégration sont rarement isolés et les enquêtes effectués sur les quartiers de Sara Yakité témoignent également d'une sous-intégration à travers l'absence (ou le moindre) d'accès aux services publics (centres de santé, école, etc.). Les services essentiels incluent l'accès à l'eau potable et antérieurement à la crise, ces quartiers étaient majoritairement alimentés par des puits forés dans la nappe de surface et non par le réseau de la SODECA et ses KBF (pas de desserte par compteur individuel dans ces secteurs : seul le secteur central et structuré du PK5 est desservi à la maison). Les exactions commises durant la crise ont pollué les puits avec des cadavres, rendant les quartiers encore plus difficilement habitables et de fait, totalement sous-intégrés.

En complément, les divers travaux d'enquêtes réalisés par le DRC (*Danish Refugee Council*) montrent tout d'abord la très forte proportion de l'activité de commerce informel, confirmant le lien entre ces secteurs urbains détruits et l'activité commerciale, formelle, du PK5 traduits dans ce texte par la dénomination *les marges*. D'autre part, ils témoignent de la prédominance du critère du *retour en masse* au sein des personnes déplacées, souhaitant rentrer mais ne partant pas encore des camps car estimant que les conditions de sécurité ne sont pas encore effectives. A travers cette demande, c'est bien la légitimité de l'accès à l'espace public qui est implicitement formulée.

CONCLUSION

Il est important de considérer les caractéristiques du contexte urbain dans la réponse à la crise centrafricaine à Bangui. L'action auprès des personnes ou foyers vulnérables n'est qu'une réponse ponctuelle qui ne permet pas de réenclencher les dynamiques intégratrices du système urbain et de ses réseaux dont on comprend la nécessité dans cette rapide analyse urbaine des secteurs détruits. De la même manière, le retour des maisons squattées à leurs propriétaires initiaux est un processus tout en finesse qui inclut la reconnaissance de la légitimité à habiter dans cette maison, *a minima* par l'entourage de celle-ci.

"Considérer le logement sous le seul angle de l'accès à un toit est erroné. Il est le moteur comme le sujet de plusieurs flux, de sa création à son accès (...). En ville, l'aide ne peut pas simplement être apportée à l'individu, déconnecté de son milieu (...). La ville est un système à la fois puissant et vulnérable. Il est puissant de l'interaction de ses réseaux, de leurs connexions au-delà du lieu géographique. Il est vulnérable de l'artificialité de l'artefact, qu'il soit question des structures de régulation socio-économique, de l'isolement de l'individu comme des inévitables destructions matérielles qui engendrent des ruptures de flux (...). **La ville se caractérise de fait par l'impossibilité d'y concevoir un individu seul. Les échanges sont sa raison d'être.**"

pp 8-9, Groupe URD, *Villes et crises, les enjeux de l'aide humanitaire*, septembre 2015

Lors de l'atelier final de la mission menée par le groupe URD, le jeudi 18 mars 2016, le groupe de discussion sur le développement urbain a très bien résumé la discussion en 3 temps :

- Une fois considéré les échanges visant à la réconciliation, la cohésion sociale, etc. qui font appel à la bonne volonté des habitants,
- Il faut comprendre que l'on doit vivre ensemble ***on n'a pas le choix***,
- Pour que le retour puisse être effectif, ***quelque chose doit changer***.

Effectivement :

- 1) La ville, sa richesse de vie comme économique, ses caractéristiques, etc. sont le fait de sa diversité. Il est indispensable de le dire et de l'entendre, puis de faire en sorte que cette diversité soit possible. Sans la diversité, une agglomération n'est plus qu'un bourg : *une capitale ne peut pas être homogène*, elle implique la définition de consensus.
- 2) Ainsi, pour accepter les contraintes de ces différences, il faut que la ville permette de s'y installer correctement, en cela il est nécessaire que les secteurs soient urbains : soient intégrés au système urbain. Qu'il soit possible de *pratiquer l'espace public dans tous les quartiers*, comme d'y avoir accès aux services urbains essentiels.

Cet accès sécurisé à l'espace public pour tous est la clef de la réponse en milieu urbain. Il implique en premier lieu l'existence d'un espace public. La compréhension complète des usages (dont l'accès au foncier en fonction des secteurs), des relations entre quartiers (dont l'accès aux espaces de l'emploi et aux enjeux qui s'y traitent : relation commerce formel / informel), etc. participeront de son (r)établissement.

Anne Burlat
Urbaniste, Architecte
09 mai 2016



